



Audit – Bureau de Paris
16 rue de Monceau

75008 PARIS

T : +33 (0)1 47 27 70 43

www.bakertilly.fr

ASSOCIATION ACTION SOCIALE FINANCES VACANCES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : Tour Cityscop
3, rue Franklin
93100 MONTREUIL

SIREN : 305 080 178

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.
Siège social : 4 rue Papiou de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



ASSOCIATION ACTION SOCIALE FINANCES VACANCES

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : Tour Cityscope

3 rue Franklin

93100 MONTREUIL

SIREN : 305 080 178

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée générale de l'**Association ACTION SOCIALE FINANCES VACANCES**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ACTION SOCIALE FINANCES VACANCES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de Direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 5 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO



✓ Certifié par  yousign

Brice ROGIR

ACTIF	Note annexe	Exercice 2025			Exercice 2024
		Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Frais d'établissement		0	0	0	0
ACTIF IMMOBILISÉ	8.1				
Immobilisations incorporelles		1 067 131	1 064 604	2 527	24 082
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		1 067 131	1 064 604	2 527	24 082
Autres immobilisations incorporelles		0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours		0	0	0	0
Immobilisations corporelles		9 443 021	6 609 181	2 833 840	3 171 854
Terrains		570 488	346 692	223 796	251 437
Constructions		1 890 504	792 758	1 097 747	1 187 294
Installations techniques, matériel et outillage		1 211 526	964 358	247 168	287 467
Autres immobilisations corporelles		5 770 503	4 505 373	1 265 129	1 445 655
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes		0	0	0	0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		0	0	0	0
Immobilisations financières		5 685 713	789 461	4 896 252	4 930 205
Participations		5 604 841	789 461	4 815 380	4 851 166
Créances rattachées à des participations	8.2	682 355	0	682 355	718 141
Prêts		0	0	0	0
Autres immobilisations financières	8.2	116 658	0	116 658	114 825
TOTAL (I)		16 195 865	8 463 246	7 732 620	8 126 141
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours		898 620	0	898 620	927 220
Matières premières et autres approvisionnement		0	0	0	0
En cours de production de biens		0	0	0	0
En cours de production de services		0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis		0	0	0	0
Marchandises		38 042	0	38 042	38 052
Avances & Acomptes versés sur commandes	8.2	860 579	0	860 579	889 169
Créances		999 355	4 797	994 558	1 257 487
Créances clients usagers et comptes rattachés	8.2	483 059	4 797	478 262	611 495
Créances reçues par legs ou donations		0	0	0	0
Autres Créances	8.2	41 285	0	41 285	143 955
Charges constatées d'avance	8.7	475 011	0	475 011	502 037
Valeurs mobilières de placement		8 868 451	0	8 868 451	9 972 410
Autres titres		0	0	0	498 920
Autres valeurs mobilières		498 920	0	498 920	0
Instruments financiers à terme et jetons obtenus		0	0	0	0
Disponibilités		8 369 531	0	8 369 531	9 473 489
TOTAL (II)		10 766 426	4 797	10 761 629	12 157 117
Frais d'émission des emprunts (III)		0	0	0	0
Primes de remboursement des emprunts (IV)		0	0	0	0
Écarts de conversion actif (V)		0	0	0	0
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		26 962 291	8 468 043	18 494 249	20 283 257

PASSIF	Note annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise		10 017 857	10 017 857
Fonds propres avec droit de reprise		0	0
Ecart de réévaluation		0	0
Réserves		0	0
Report à nouveau		2 570 460	3 189 824
Excédent ou déficit de l'exercice		-1 291 214	-619 364
Situation nette (sous-total)		11 297 103	12 588 317
Fonds propres consommables		0	0
Subventions d'investissement		2 836 367	3 195 936
Provisions réglementées		0	0
TOTAL (I) - FONDS PROPRES	8.4	14 133 470	15 784 253
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS			
Fonds reportés liés aux legs ou donations		0	0
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		0	0
TOTAL (II) - FONDS REPORTÉS DÉDIÉS		0	0
PROVISIONS			
Provisions pour risques		231 954	98 970
Provisions pour charges		362 142	310 069
TOTAL (III) - PROVISIONS	8.5	594 097	409 039
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	0
Avances & Acomptes reçus sur commandes	8.6	116 222	121 960
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8.6	843 418	679 154
Dettes des legs ou donations		0	0
Dettes fiscales et sociales	8.6	1 231 921	1 328 759
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0
Autres dettes	8.6	16 160	13 061
Produits constatés d'avance	8.7	1 558 962	1 947 031
TOTAL (IV)		3 766 682	4 089 965
Écarts de conversion passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		18 494 249	20 283 257

COMPTE DE RÉSULTAT	Note annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de biens et services	9.1	10 670 184	10 522 708
Ventes de biens		0	0
Ventes de prestations de services		10 670 184	10 522 708
Produits de tiers financeurs		19 259 569	18 220 189
Concours publics et Subventions d'exploitation	9.2	19 259 569	18 220 189
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		47 050	210 601
Utilisations des fonds dédiés		0	0
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0	0
Autres produits		151 802	102 434
TOTAL I		30 128 605	29 055 931
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats Marchandises		444 568	597 571
Variation de stocks		10	18 639
Achats de matières et autres approvisionnements		530 851	600 116
Autres achats et charges externes		22 451 413	20 812 465
Aides financières		0	0
Impôts, taxes et versements assimilés		664 680	625 274
Salaires		4 782 017	4 760 413
Cotisations sociales		1 938 933	1 901 883
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		491 738	573 784
Dotations aux provisions		229 590	148 205
Reports en fonds dédiés		0	0
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles		22 320	0
Autres charges		11 083	12 462
TOTAL II		31 567 203	30 050 812
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		-1 438 598	-994 881
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		241 013	515 430
Reprises sur dépréciations, provisions		0	0
Différences positives de change		0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
TOTAL III		241 013	515 430
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		0	0
Intérêts et charges assimilées		0	0
Pertes sur créances liées à des participations		35 786	0
Différences négatives de change		0	34
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0
TOTAL IV		35 786	34
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		205 227	515 396
3 - RÉSULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		-1 233 371	-479 485

COMPTE DE RÉSULTAT	Note annexe	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		0	82 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES		0	98 917
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		0	-16 176
Participation des salariés aux résultats (VII)		0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)		57 843	123 703
Total des produits (I+III+V)		30 369 618	29 654 103
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		31 660 831	30 273 467
6 - EXCÉDENT OU DÉFICIT		-1 291 214	-619 364
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Mise à disposition gratuite de biens		9 429	0
Prestations en nature		0	0
Bénévolat		0	0
TOTAL		9 429	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Mise à disposition gratuite de biens		9 429	0
Prestations en nature		0	0
Personnel bénévole		0	0
TOTAL		9 429	0

→ 3. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes
- indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

→ 4. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

L'association a été victime d'une cyberattaque intervenue en avril 2025, ayant affecté temporairement certains systèmes d'information. Cet incident a conduit l'association à mettre en œuvre des mesures de sécurisation de ses infrastructures informatiques, ainsi que des actions d'assistance technique spécialisées. Les dépenses engagées à ce titre ont été comptabilisées en charges de l'exercice. À la date d'arrêt des comptes, les systèmes d'information ont été rétablis et aucun impact significatif sur la fiabilité de l'information comptable n'a été identifié.

Dans le cadre de la prolongation de la fermeture temporaire de la résidence La Baule pour la réalisation de travaux en 2026, l'association a été contrainte de procéder à un licenciement pour motif économique concernant quatre salariés de la résidence. Les notifications de licenciement ont été adressées en décembre 2025, avec une sortie effective des salariés en début 2026. Cette décision résulte de la cessation d'activité sur le site pendant la durée des travaux, rendant impossible le maintien des postes concernés. Conformément aux principes comptables en vigueur, les coûts liés à cette restructuration ont fait l'objet d'une provision constatée dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025. Les procédures légales ont été respectées et des mesures d'accompagnement ont été mises en œuvre afin de favoriser le reclassement des salariés concernés.

Par ailleurs, l'association a été destinataire d'une notification émanant du conseil de prud'hommes dans le cadre d'un litige l'opposant à un ancien salarié. Au regard de l'état d'avancement de la procédure à la date de clôture et sur la base de l'analyse réalisée, l'association a estimé qu'il existait un risque probable de sortie de ressources. En conséquence, conformément aux dispositions du Plan Comptable Général relatives aux passifs, une provision pour risques a été comptabilisée dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025.

→ Changement de gouvernance

Monsieur Philippe BAUDIER (Président) et Monsieur Clément FROMAGEOT (Trésorier) ont quitté leurs fonctions au 31 décembre 2025.

Monsieur Xavier MENETTE et Monsieur Alain CHAPON ont été nommés par l'Assemblée générale du 19 décembre 2025, respectivement Président et Trésorier de l'association **ASF Vacances**.

→ Subvention de fonctionnement

Le montant de la subvention de fonctionnement versée à l'**ASF Vacances** au titre de l'exercice 2025 s'élève à 18 900 000 €. Les modalités de versement de cette subvention sont définies dans la Convention d'objectifs, de moyens et de performance FASF-**ASF Vacances** 2025.

Le montant de la subvention ministérielle prévisionnelle pour l'exercice 2026 est estimé à 18 900 000 €.

→ Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

À la date d'établissement des comptes, aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est intervenu susceptible d'avoir une incidence notable sur la situation financière ou le résultat de l'association au titre de l'exercice 2025.

→ 5. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN-ACTIF

→ 5.1 Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, incluant :

- le prix d'achat
- les frais accessoires nécessaires à leur mise en service

→ Les immobilisations incorporelles

sont amorties linéairement selon les durées suivantes :

- Conventions de partenariat : en fonction de la durée mentionnée dans la convention (de 5 à 40 ans)
- Logiciel : 3 ans - 5 ans
- Les biens de faible valeur acquis lors d'une première installation ne sont pas amortis, conformément au Plan Comptable Général. Le renouvellement de ces éléments constitue des charges.

→ Les immobilisations corporelles

sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement selon les durées réelles d'utilisation suivantes :

- Agencements et installations 6 à 30 ans
- Matériel de bureau 5 ans
- Matériel informatique 5 à 10 ans
- Matériel technique 5 à 15 ans
- Mobilier 5 à 20 ans

→ Les immobilisations financières

Conformément au règlement ANC n° 2014-03, les titres de participation sont évalués selon les règles d'évaluation du coût d'entrée des actifs. Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition, constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à leur valeur comptable. L'écart constaté fait alors l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et, le cas échéant, d'une provision pour risques et charges.

La valeur d'utilité est déterminée selon les méthodes usuelles, notamment au regard des prévisions de flux de trésorerie des activités concernées.

→ 5.2 Stocks

Les stocks sont constitués de deux catégories suivantes :

- Produits alimentaires : matières premières et boissons
- Produits non alimentaires : emballages, fournitures et produits d'entretien

Les stocks sont évalués à leur prix d'achat, le dernier prix d'achat connu a été retenu compte tenu de la nature des éléments constituant les stocks et du délai de rotation de ceux-ci. Les dépréciations sont évaluées au cas par cas en fonction des possibilités d'utilisation future.

→ 5.3 Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement. Le montant de la dépréciation ou de la reprise est comptabilisé en résultat d'exploitation.

→ 5.3 Disponibilités

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale et comprennent les espèces, les valeurs à l'encaissement, les dépôts à vue ainsi que les placements très liquides sans risque de changement de valeur.

→ 6. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN-PASSIF

→ 6.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent aux apports définitifs en numéraire ou en nature consentis au profit de l'association.

→ 6.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement correspondent aux subventions allouées par le ministère pour le financement d'acquisitions d'immobilisations. Elles sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

→ 6.3 Fonds dédiés

Les subventions de fonctionnement octroyées avec des conditions d'emploi font l'objet d'un suivi individualisé au travers d'un compte d'emploi. La quote-part des subventions de fonctionnement incombant à l'exercice et non encore utilisée à la clôture est inscrite au passif en « Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement », et en charge au compte de résultat « Reports en fonds dédiés ». Ces sommes inscrites en fonds dédiés sont reprises en produits au compte de résultat sous la rubrique « Utilisation de fonds dédiés sur subventions d'exploitation » au rythme de réalisation des engagements.

→ 6.4 Provisions pour risques et charges

En application du principe de prudence, une provision est constituée, à la clôture de l'exercice, lorsqu'apparaît une perte probable dont les effets sont réversibles.

La provision sur les clients est calculée sur chaque créance dont l'ancienneté est supérieure à 12 mois et en fonction de la situation de chaque débiteur.

La provision pour litiges prud'hommes est évaluée, au cas par cas, en fonction du risque et des motifs de la demande.

Les engagements de retraite : L'évaluation des engagements de retraite est effectuée par la méthode actuarielle préférentielle. Les engagements de retraite sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la provision pour indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : 2022
- Taux d'actualisation IBOXX AA10+ : 3,96 %
- Taux de charges retenu : taux individuel
- Taux de progression des salaires : 2,42 % sur les cinq dernières années (2021 à 2025)
- Taux de turn-over moyen sur 5 ans retenu
 - 26,37 % <30 ans
 - 12,20 % ≥30 et <40 ans
 - 7,83 % ≥40 et <50 ans
 - 7,20 % ≥50 et <63 ans
 - 20,00 % au-delà de 63 ans

→ 6.5 Évaluation des contributions volontaires en nature

L'ensemble des contributions fournies par les ministères économiques et financiers est présenté dans la partie 8.12 « Valorisation des contributions en nature » de l'annexe. Les contributions pouvant être valorisées font l'objet d'une comptabilisation et sont présentées au pied du compte de résultat.



→ 7. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

→ 7.1 Recettes propres

Les recettes propres correspondent aux participations versées par les bénéficiaires des prestations d'**ASF Vacances** pour les activités Vacances Loisirs et Vacances Enfants.

→ 7.2 Subventions de fonctionnement

La subvention ministérielle allouée chaque année est constatée en produit d'exploitation pour un montant diminué des sommes relatives au financement des acquisitions d'immobilisations de l'exercice (hors immobilisations en cours).



→ 8. COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

→ 8.1 Immobilisations

→ Immobilisations incorporelles et amortissements

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Brut au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Droits et logiciels	1 168 882	0	101 751	1 067 131
En cours	0	0	0	0
TOTAL	1 168 882	0	101 751	1 067 131
AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Amortissements logiciels (2)	1 144 802	19 388	99 585	1 064 606
TOTAL	1 144 801	19 388	99 585	1 064 605

→ Immobilisations corporelles et amortissements

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Brut au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Agencements et installations	6 771 450	123 015	52 942	6 841 522
Matériel et outillage	2 018 467	22 379	49 909	1 990 937
Mobilier et matériel informatique	620 738	9 095	19 271	610 561
En cours	0	0	0	0
TOTAL	9 410 654	154 489	122 122	9 443 021
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Agencements et installations	4 238 263	298 721	40 536	4 496 447
Matériel et outillage	1 506 964	100 117	42 601	1 564 480
Mobilier et matériel informatique	493 574	73 512	18 832	548 254
TOTAL	6 238 801	472 350	101 969	6 609 181

Au cours de l'exercice 2025, l'Association a réalisé des investissements à hauteur de 154 489 € détaillés comme suit :

INVESTISSEMENTS 2025	RÉSIDENTE AGAY	RÉSIDENTE GÉRARDMER	RÉSIDENTE LA BAULE	RÉSIDENTE PRÉMANON	RÉSIDENTE LA SALINE	RÉSIDENTE ST-LARY	SIÈGE MONTREUIL	TOTAL
RÉSEAU EAU, EDF, GDF	7 085 €					78 352 €		85 437 €
INSTALLATION AGENCEMENT	1 440 €				13 252 €	1 741 €		16 433 €
MOBILIER PROFESSIONNEL				1 093 €	609 €	11 062 €		12 764 €
CHAUFFAGE, CLIMATISATION	1 822 €	725 €			4 719 €	2 214 €		9 479 €
ASCENSEURS, MONTE-CHARGES		9 128 €						9 128 €
MATÉRIEL DE CONSERVATION						5 408 €		5 408 €
MATÉRIEL INFORMATIQUE	497 €	529 €	497 €	497 €		497 €	2 200 €	4 718 €
MOBILIER ET MATÉRIEL DE BUREAU	1 094 €	1 094 €		1 094 €		1 094 €		4 377 €
MATÉRIEL D'ENTRETIEN ET OUTILLAGE		2 347 €				1 129 €		3 476 €
TELEPHONIE, SONORISATION,	2 538 €							2 538 €
MATÉRIEL DE DISTRIBUTION		732 €						732 €
TOTAL	14 476 €	14 554 €	497 €	2 684 €	18 580 €	101 497 €	2 200 €	154 489 €

→ Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Brut début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Brut fin de l'exercice
Titres de participations	4 886 701	0	0	4 886 701
Créances rattachées à des participations	718 141		35 786	682 355
Dépôts et cautionnements	114 825	1 833	0	116 658
TOTAL	5 719 666	1 833	35 786	5 685 713

→ Liste des participations

(Euros)	Capital	Autres capitaux propres	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute des participations détenus	Créances rattachées	Chiffre d'affaires hors taxes	Bénéfice ou perte	Exercice clos
SCI PARTENARIAT MÉDITERRANÉE	3 720 000 €	-860 901 €	50%	1 860 000 €	178 929	61 500 €	934 €	31/12/2025
SAS LODGES MÉDITERRANÉE	3 257 000 €	-1 235 629 €	50%	3 026 701 €	503 426	1 083 183 €	-7 337 €	31/12/2025

→ Abandon de créances rattachées aux participations

En 2017, **ASF Vacances** a consenti un abandon de créance au profit de la SCI Partenariat Méditerranée pour un montant total de 501 000 €. Cet abandon est réalisé par fractions annuelles égales d'un quatorzième, soit 35 786 € par an.

Au 31 décembre 2025, le solde de la créance rattachée à des participations détenues sur la SCI Partenariat Méditerranée s'élève à 178 929 €, après prise en compte de l'abandon de créance de l'exercice.

→ 8.2 Échéances des créances à la clôture de l'exercice

	Montant Brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
État des créances			
Créances rattachées à des participations	682 355		682 355
Dépôts et cautionnements	116 658	-	116 658
Avances & Acomptes Versés	860 579	860 579	
Créances clients	478 262	478 262	
Débiteurs divers	41 285	41 285	
TOTAL	2 179 138	1 380 126	799 013

→ 8.3 Trésorerie

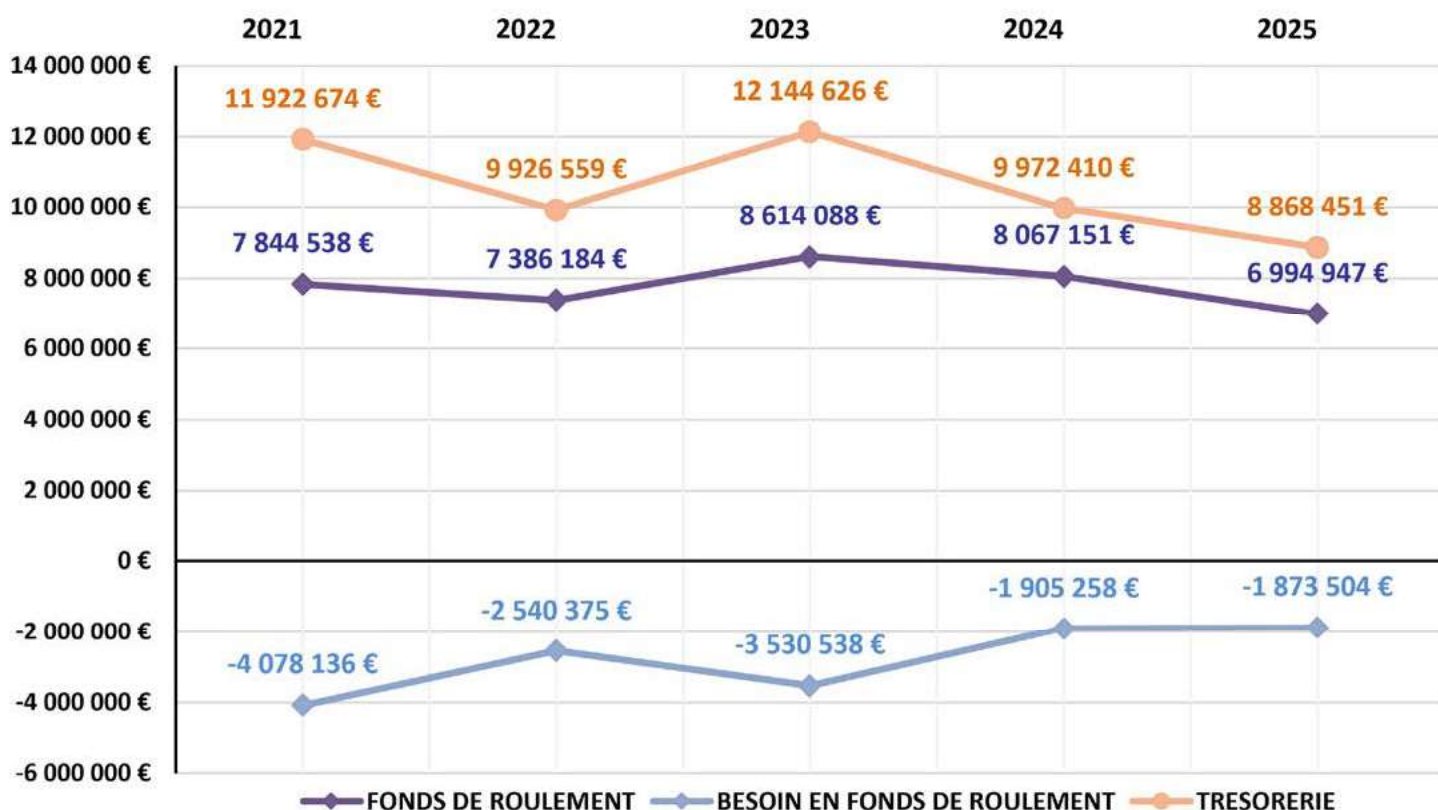
Les valeurs mobilières de placement sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition pour un montant de 498 920 € et sont nanties.

Les disponibilités sont principalement constituées de comptes courants bancaires, d'un compte sur livret et de comptes à terme, immédiatement disponibles.

→ Fonds de roulement et disponibilités

	2021	2022	2023	2024	2025
Fonds propres sans droit de reprise	10 017 857 €	10 017 857 €	10 017 857 €	10 017 857 €	10 017 857 €
Réserves	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Report à nouveau	2 734 660 €	1 963 882 €	2 031 173 €	3 189 824 €	2 570 460 €
Excédent/Déficit de l'exercice	-770 778 €	67 290 €	1 158 652 €	-619 364 €	-1 291 214 €
Subventions d'investissement	6 238 735 €	3 713 460 €	3 475 049 €	3 195 936 €	2 836 367 €
Fonds reportés et dédiés	603 906 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Provisions pour risques & Charges	278 594 €	330 970 €	366 848 €	409 039 €	594 097 €
Actif immobilisé net	11 258 437 €	8 707 275 €	8 435 489 €	8 126 141 €	7 732 620 €
FONDS DE ROULEMENT	7 844 538 €	7 386 184 €	8 614 088 €	8 067 151 €	6 994 947 €

Stocks	28 143 €	43 587 €	56 691 €	38 052 €	38 042 €
Fournisseurs, avances et acomptes	457 171 €	713 551 €	767 019 €	889 169 €	860 579 €
Créances clients	377 626 €	468 162 €	1 706 901 €	611 495 €	478 262 €
Débiteurs divers	148 248 €	167 558 €	22 577 €	143 955 €	41 285 €
Charges constatées d'avance	337 739 €	314 049 €	467 627 €	502 037 €	475 011 €
Dettes	4 034 117 €	2 587 454 €	2 779 572 €	2 142 934 €	2 207 720 €
Produits constatés d'avance	1 392 946 €	1 659 827 €	3 771 781 €	1 947 031 €	1 558 962 €
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-4 078 136 €	-2 540 375 €	-3 530 538 €	-1 905 258 €	-1 873 504 €
Valeurs mobilières de placement	498 920 €	498 920 €	498 920 €	498 920 €	498 920 €
Disponibilités	11 423 754 €	9 427 639 €	11 645 706 €	9 473 489 €	8 369 531 €
TRÉSORERIE	11 922 674 €	9 926 559 €	12 144 626 €	9 972 410 €	8 868 451 €



→ 8.4 Fonds propres

	À L'ouverture de l'exercice	Affectation du Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	À la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	10 017 857	0	0	0	10 017 857
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Écarts de réévaluation	0	0	0	0	0
Réserves pour Investissements	0	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0	0
Report à nouveau	3 189 824	-619 364	0	0	2 570 460
Excédent ou déficit de l'exercice	-619 364	619 364	-1 291 214	0	-1 291 214
Situation Nette	12 588 317	0	-1 291 214	0	11 297 103
Fonds propres consommables	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	3 195 936	0	356 043	715 611	2 836 367
Provisions réglementées	0	0	0	0	0
Fonds Propres	15 784 253	0	-935 171	715 611	14 133 470

→ Affectation du résultat de l'exercice

La formation du résultat de l'exercice est expliquée au point 9.3 de l'annexe. Le résultat déficitaire de l'exercice, soit -1 291 214 €, sera affecté en report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs, sous réserve de l'approbation des comptes par l'Assemblée générale ordinaire.

→ 8.5 Provision pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges au cours de l'exercice 2025.

	Provisions début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions fin d'exercice
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Sur risques prud'homaux	88 500	138 000	0	226 500
Pour restructuration	0	86 793		86 793
Sur risques fournisseurs	0			0
Pour pensions et obligations similaires (1)	310 069		34 720	275 349
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION				
Sur immobilisations financières	789 461	0	0	789 461
Sur comptes clients	7 314	4 797	7 314	4 797
Sur débiteurs divers	10 470	0	5 016	5 454
TOTAL	1 205 815	229 590	47 050	1 388 355
Dont				
Exploitation		229 590	47 050	
Financières		0	0	
Exceptionnelles		0	0	

(1) Le montant de l'engagement de retraite est calculé sur les hypothèses mentionnées au point 6.4

→ 8.6 Échéances des dettes à la clôture de l'exercice

	Montant Brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
État des dettes			
Fournisseurs et comptes rattachés	843 418	843 418	-
Personnel et comptes rattachés	373 813	373 813	-
Dettes fiscales et organismes sociaux	858 108	858 108	-
Avances & Acomptes Reçus	116 222	116 222	
Créditeurs divers	16 160	3 098	13 061
TOTAL	2 207 720	2 194 659	13 061

→ 8.7 Les comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

	Montants 2025	Montants 2023
Loyers & Charges locatives Montreuil	184 894	184 670
Abonnement droits utilisation logiciels	91 578	117 807
Assurances	75 645	35 537
Billets d'avion séjours enfants	66 684	121 718
Prestation Séjours Vacances Enfants	16 890	0
Billets de train séjours enfants	12 308	14 950
Autres frais acheminements séjours enfants	9 884	0
Voyages et déplacements	3 461	1 501
Abonnements & documentations	2 767	5 080
Frais gestion voyages Vacances Enfants	2 551	4 974
Charges Locatives autres	2 329	2 058
Location matériel	2 083	2 094
Maintenance et entretien matériel	2 050	5 064
Achats Vêtements de travail & Vaisselle	1 485	0
Téléphonie	187	154
Cotisations	110	1 273
Eau	104	282
Maintenance informatique	0	1 845
Prestation activités/animations Vacances Loisirs	0	1 287
Prestation Informatique	0	957
Autres sous-traitances exploitation	0	787
TOTAL	475 010	502 038

→ Charges à payer

	Montants 2025	Montants 2024
CHARGES À PAYER		
Fournisseurs factures non parvenues	113 797	113 347
Dettes fiscales et sociales	576 049	590 464
Autres dettes	0	0
TOTAL	689 846	703 810

→ Produits constatés d'avance

	Montants 2025	Montants 2024
Séjours N+1	1 558 962	1 947 031

→ 8.8 Effectif

Catégories	Effectif salarié de l'exercice 2025	Effectif salarié de l'exercice 2024
ETAM (Employés Techniciens Agents de Maîtrise)	64,45	72,98
Cadres	19,37	20,49
Pédagogique (personnel d'acheminement inclus)	10,61	10,41
Ouvriers	6,49	6,59
Technique	-	-
TOTAL	100,92	110,47

N.B. : Il s'agit du nombre de personnes en équivalent temps plein

→ 8.9 Rémunérations versées aux organes de direction

Les membres du comité de direction, composé du Président, du Vice-Président et du Trésorier, ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction.

En application de la loi n° 2006-586, le montant global des rémunérations brutes des membres de la direction, composés d'une Directrice générale des services et de deux Directeurs adjoints, s'élève, au 31 décembre 2025, à 385 686 €.

→ 8.10 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes, au titre de la clôture des comptes 2025, figurent au compte 622600 honoraires à hauteur de 31 508 € TTC.

→ 8.11 Engagements hors bilan

→ Les engagements hors bilan relatifs aux mises à disposition de centres

En contrepartie de la mise à disposition, sous forme de prêt gracieux de mobilier et de matériel, l'association ALTIA Club Aladin (Leucate) et le Cercle Nautique de Mimizan se sont engagés à accueillir prioritairement les enfants des ministères économiques et financiers.

ADRESSE	Superficie (m2)		Capacité		Couchage animateurs et autres personnel
	Non bâtie	Bâtie	Nombre de bâtiments	Couchage colons	
Centres appartenant à l'État et loués à un gestionnaire extérieur accueillant les enfants ASF Vacances en contrat hôtelier					
Leucate 11370 LEUCATE	66 413	2 836	6	178	Inclus dans les 178
Carquebin, 7 route de Carquebin 40200 MIMIZAN	46 379	2 774	7	150	Inclus dans les 150

→ Engagements relatifs à l'abandon de créance

En 2017, l'association **ASF Vacances** a conclu une convention d'abandon de créance à caractère financier au profit de la SCI Partenariat Méditerranée pour un montant de 501 000 €. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

Conformément à cette convention, en cas d'amélioration de la situation financière de la SCI Partenariat Méditerranée, celle-ci s'engage à réinscrire au crédit du compte courant d'**ASF Vacances** tout ou partie de la créance abandonnée, dans la limite du montant initial, en fonction des capacités financières constatées à la clôture de chaque exercice.

La clause de retour à meilleure fortune est applicable jusqu'au 31 décembre 2030.

→ Garantie financière relative à l'agrément Tourisme

Depuis 2016, l'association **ASF Vacances** bénéficie de la garantie financière de l'APST. À ce titre, une caution solidaire de 1 000 000 € a été consentie par la banque BNP Paribas au profit de l'APST, en contrepartie d'un nantissement de valeurs mobilières de placement BNP Paribas Signature Class C FCP.

→ 8.12 Valorisation des contributions en nature

→ Contributions volontaires valorisées :

Les montants des contributions volontaires en nature valorisées de 2025 sont inscrits au pied du compte de résultat et détaillés ci-après :

NATURE DES DÉPENSES	Montant en €	Observations
1. DÉPENSES VALORISÉES ET NON REMBOURSÉES	9 429 €	
1.1 Locaux, matériels et mobiliers	0 €	
- mobiliers de bureau	0 €	
- matériels informatiques	0 €	
- immobilier (hors loyer)	0 €	
1.2 Dépenses indirectes de soutien	9 429 €	
> Fonctions support de l'administration centrale		
- téléphone	0 €	
- logistique	0 €	
- informatique	9 429 €	Valeurs des matériels informatiques
- GRH	0 €	
> Fonctions d'appui ministérielles		
- formation	0 €	
- communication	0 €	
- action sociale	0 €	
- hygiène et sécurité	0 €	
- archivage	0 €	
2. DÉPENSES REMBOURSÉES	0 €	
- locaux du siège	0 €	
- consommables informatiques	0 €	
- prestations de logistique	0 €	

→ Contributions non valorisées :

Vacances Loisirs : Résidences dont **ASF Vacances** assure la gestion et l'exploitation

■ Immobilier

- 3 résidences hôtelières (Gérardmer, La Baule, Premanon)
- 2 résidences mixtes, hôtelières et locations meublées (Agay, Saint-Lary)
- 1 site de location sur l'île de la Réunion (La Saline)

■ Matériel et mobilier des résidences

ADRESSE	Superficie (m2)		Capacité		
	Non bâtie	Bâtie	Nombre de bâtiments	Appart. ou chambres	Lits
RÉSIDENCES ASF Vacances					
Les Alizés 10, avenue de Rhuys 44500 LA BAULE LES PINS	2 378	1 920	2	29	71
L'Aigue Marine RN98 83530 AGAY	1 646	710	2	12	46
L'Alkaïd 9, chemin de Vielle Aure 65170 SAINT LARY	12 499	3 099	2	45	94
Les Carlines 393, rue de la Sambine 39220 PREMANON LES ROUSSES	5 695	1 909	1	53	104
La Fêchenotte 84, chemin de la Pépinière 88400 GÉRARDMER	8 385	2 183	1	31	69
LOCATIONS MEUBLÉES ASF Vacances					
AGAY Les Coraux boulevard de la Plage 83350 AGAY	100	274	Copropriété	9 studios 4 pers Et 1 2P 5 pers	42
L'Alkaïd 9, chemin de Vielle Aure 65170 SAINT LARY	-	450	2	2T1/8T2/2T3	58
Résidence ASF Vacances située sur un terrain propriété de l'État mis à disposition d'ASF Vacances (COT)					
Les résidences du lagon Lieu-dit Saline Les Bains 56, rue du Lagon 97 434 SAINT PAUL (LA RÉUNION)					



9. Compléments d'information relatifs au compte de résultat



9.1 Recettes propres

Les recettes propres de l'exercice s'élèvent à 10 776 644 € et se répartissent par activité comme suit :

	Montants 2025	Montants 2024
Vacances Loisirs	6 971 005	7 247 207
Vacances Enfants	3 805 639	3 331 699
TOTAL	10 776 644	10 578 906



9.2 Produits de tiers financeurs

→ Subvention

La subvention nette versée par les ministères économiques et financiers au titre de l'exercice 2025 s'élève à 18 900 000 €. Elle est comptabilisée en produits pour un montant diminué des financements affectés aux acquisitions d'immobilisations de l'exercice (hors immobilisations en cours), soit 154 489 €, comptabilisés en subventions d'investissement.

	Montants 2025	Montants 2024
Subvention de fonctionnement	18 900 000	18 000 000
Financement des immobilisations	-154 489	-357 596
MONTANT NET INSCRIT AU COMPTE DE RÉSULTAT	18 745 511	17 642 404

→ Quote-part de projet associatif

La quote-part de projet associatif rapportée au compte de résultat correspond à la dotation aux amortissements des immobilisations financées par la subvention. La dotation aux amortissements de l'exercice 2025 s'élève à 514 057 €.



9.3 Produits et charges exceptionnels

Aucun produit ni charge exceptionnel n'est constaté au titre de l'exercice 2025.

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, la rubrique "résultat exceptionnel" a été redéfinie et son utilisation est désormais limitée aux opérations majeures et inhabituelles. Les produits et charges précédemment présentés dans cette rubrique sont désormais reclassés, selon leur nature, dans le résultat d'exploitation ou le résultat financier.



9.4 Formation du résultat de l'exercice

Le résultat de l'exercice est décomposé de la façon suivante :

	K€	
	2025	2024
Subvention de fonctionnement (cf point 6.2)	18 900	18 000
Autres subventions	0	4
Acquisitions d'équipements	-154	-358
Solde après financement des immobilisations	18 746	17 646
Dépenses de fonctionnement	-30 824	-29 329
	<i>Achats</i>	-975
	<i>Prestations et charges externes</i>	-22 451
	<i>Impôts et taxes</i>	-665
	<i>Frais de personnel</i>	-6 721
	<i>Autres charges</i>	-11
Dotations amortissements et provisions	-744	-722
Recettes propres et produits divers	10 732	10 579
Production consommée et produits divers de gestion courante	604	620
Reprise Provision	47	211
Reports en fonds dédiés	0	0
Utilisation des fonds dédiés	0	0
Résultat d'exploitation	-1 439	-995
Résultat financier	205	515
Résultat exceptionnel	0	-16
Impôt à payer	-58	-124
Résultat de l'exercice	-1 291	-619